

VD_FINDINFO HC / 2013 / 115 vom 14. Februar 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-02-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2013___115

FR: VD_FINDINFO HC / 2013 / 115 du 14 février 2013

IT: VD_FINDINFO HC / 2013 / 115 del 14 febbraio 2013

Regeste

PROTECTION DE L'UNION CONJUGALE, OBLIGATION D'ENTRETIEN | 176 al. 1
ch. 1 CC

Erwägungen

E. 1

X._____, né le [...] 1958, et I._____, née le [...] 1983, originaire du Maroc, se sont mariés le [...] 2011 à Yverdon-les-Bains. La requérante est la mère d'une enfant, [...], née le [...] 2006 d'une précédente relation. Le père de cette enfant vivant à l'étranger, sa mère assume seule la garde et l'éducation de celle-ci. En audience du 12 février 2013, elle a déclaré ne percevoir aucune contribution d'entretien de la part du père de l'enfant. Les parties se sont rencontrées en 2006 et se sont mises en ménage commun en 2009. La requérante a emménagé chez l'intimé, lequel loue un appartement dans la ferme qui se trouve sur le domaine agricole qu'il exploite; sa mère, propriétaire de la ferme et du domaine agricole, vit dans un autre appartement de la ferme. Après la célébration de leur mariage, la requérante a quitté le logement conjugal, à une date indéterminée. Elle a d'abord séjourné au Centre d'accueil MalleyPrairie pendant une courte période, puis a loué une chambre chez une amie à Lausanne. Vers la fin du printemps 2012, la requérante est retournée vivre auprès de l'intimé. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 2012, une dispute a éclaté entre la requérante, l'intimé et la mère de celui-ci, au terme de laquelle la police est intervenue. A la suite de ces événements, la requérante a quitté le domicile conjugal et s'est rendue au Centre d'accueil MalleyPrairie. Depuis cette date, les parties ont cessé de vivre en ménage commun. La requérante habite dans un appartement en colocation avec trois autres personnes. Son loyer s'élève à 700 fr. par mois.

E. 2

a) Avant la célébration du mariage, la requérante était employée en qualité de serveuse à Epalinges à raison de quatre jours par semaine et réalisait un revenu mensuel net d'environ 1'400 francs. Pendant son temps de travail, elle confiait à sa sœur la garde de sa fille. A cette époque, la requérante ne détenait pas de titre de séjour valable (cf. procès-verbal de l'interrogatoire du 12 février 2013). Le 7 janvier 2013, la requérante a été engagée auprès de [...], à Lausanne, en qualité d'employée de nettoyage pour une durée hebdomadaire moyenne de travail de dix heures à un tarif horaire brut de 17 fr. auquel s'ajoutent les montants afférents aux vacances (8,33%) et aux jours fériés (2,5%). Au mois de janvier 2013, la requérante a réalisé un salaire de 371 fr. 15, après déduction des charges sociales par 28 fr. 85. A l'audience du 12 février 2013, la requérante a affirmé ne percevoir aucune prestation de l'assurance-chômage, ni des services sociaux. Il a été précisé qu'aucune allocation familiale n'était perçue par l'une ou l'autre des parties. Ses charges comprennent le montant de base mensuel pour débiteur monoparental par 1'350 fr., le montant de base

mensuel pour son enfant par 400 fr., ainsi que son loyer par 700 fr., et s'élèvent à 2'450 fr. au total. Les primes d'assurance-maladie pour elle-même et sa fille sont entièrement subsidiées, selon décision de l'Office vaudois de l'assurance-maladie du 11 octobre 2012. b) L'intimé est agriculteur. Souffrant d'une atteinte à sa santé, il présente une incapacité de travail à 80% depuis le 11 octobre 2011. En 2011, il a dégagé un bénéfice net de 6'994 fr. et perçu des indemnités pour perte de gain à hauteur de 20'513 fr., de sorte que son revenu mensuel net moyen s'est élevé à 2'292 fr. 25 (27'507 / 12). Ses charges comprennent le montant de base mensuel pour débiteur seul par 1'000 fr., son loyer par 333 fr. 35, sa prime d'assurance-maladie, subside déduit, par 98 fr. et des frais médicaux par 112 fr. 50, soit un total de 1'543 fr. 85.

E. 3

a) L'appelant conteste sur le principe la contribution d'entretien fixée par la première juge en faveur de l'intimée. Il fait valoir que leur mariage n'a duré que quelques mois, n'a pas été consommé et ressortissait, compte tenu du comportement de l'intimée, d'une relation de pure colocation. Dans cette mesure, le principe de solidarité des époux se heurterait à l'interdiction de l'abus de droit, l'intimée ne pouvant se prévaloir d'un mariage, selon toute vraisemblance fictif, pour réclamer une contribution d'entretien. Subsidiairement, l'appelant considère que la quotité de la contribution fixée par la première juge est erronée. D'une part, il estime que l'intimée, qui travaillait en qualité de serveuse avant leur union et qui est âgée de vingt-neuf ans et en bonne santé, est en mesure de pourvoir à son entretien en exerçant une activité lucrative. D'autre part, il conteste divers postes des revenus et des charges retenus par la première juge. b/aa) Même lorsqu'on ne peut plus sérieusement compter sur une reprise de la vie commune, l'art. 163 CC (Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210) constitue la cause de l'obligation d'entretien réciproque des époux en mesures protectrices de l'union conjugale, comme il l'est aussi en mesures provisionnelles prononcées pour la durée de la procédure de divorce (ATF 130 III 537 c. 3.2). Pour fixer la contribution d'entretien, selon l'art. 176 al. 1 ch. 1 CC, le juge doit partir de la convention, expresse ou tacite, que les époux ont conclue au sujet de la répartition des tâches et des ressources entre eux. Il doit ensuite prendre en considération qu'en cas de suspension de la vie commune (art. 175 s. CC), le but de l'art. 163 CC, soit l'entretien convenable de la famille, impose à chacun des époux le devoir de participer, selon ses facultés, aux frais supplémentaires qu'engendre la vie séparée. Il se peut donc que, à la suite de cet examen, le juge doive modifier la convention conclue pour la vie commune, pour l'adapter à ces faits nouveaux. C'est dans ce sens qu'il y a lieu de comprendre la jurisprudence consacrée dans l'ATF 128 III 65, qui admet que le juge doit prendre en considération, dans le cadre de l'art. 163 CC, les critères applicables à l'entretien après le divorce (art. 125 CC) pour statuer sur la contribution d'entretien et, en particulier, sur la question de la reprise ou de l'augmentation de l'activité lucrative d'un époux (ATF 137 III 385 c. 3.1 et la référence citée). bb) Le juge doit examiner si, et dans quelle mesure, au vu des faits nouveaux, on peut attendre de l'époux désormais déchargé de son obligation de tenir le ménage antérieur, en raison de la suspension de la vie commune, qu'il investisse d'une autre manière sa force de travail ainsi libérée et reprenne ou étende son activité lucrative. Lorsque la reprise de la vie commune, et donc le maintien de la répartition antérieure des tâches, ne sont ni recherchés ni vraisemblables, le but de l'indépendance financière des époux, notamment de celui qui jusqu'ici n'exerçait pas d'activité lucrative, ou seulement à temps partiel, gagne en importance. Cela vaut tant en matière de mesures protectrices de l'union conjugale, lorsqu'il est établi en fait qu'on ne peut plus sérieusement compter sur une reprise de la vie

commune, qu'en matière de mesures provisionnelles durant la procédure de divorce, la rupture définitive du lien conjugal étant à ce stade très vraisemblable. En revanche, ni le juge des mesures protectrices de l'union conjugale, ni celui des mesures provisionnelles ne doit trancher, même sous l'angle de la vraisemblance, les questions de fond, objet du procès en divorce, en particulier celle de savoir si le mariage a influencé concrètement la situation financière du conjoint (ATF 137 III 385 c. 3.1). Un conjoint peut ainsi se voir imputer un revenu hypothétique supérieur à celui qu'il obtient effectivement de son travail, pour autant qu'une augmentation correspondante de revenu soit effectivement possible et qu'elle puisse raisonnablement être exigée de lui. Lorsque la possibilité réelle d'obtenir un revenu supérieur n'existe pas, il faut en faire abstraction. Peu importe, en principe, la raison pour laquelle un époux renonce au revenu supérieur pris en considération: s'il s'abstient par mauvaise volonté ou par négligence ou s'il renonce intentionnellement à réaliser un revenu suffisant pour assurer l'entretien de sa famille, le juge peut tabler sur le revenu que cet époux pourrait réaliser en faisant preuve de bonne volonté (ATF 128 III

E. 4

a) En définitive, l'appel doit être admis et le chiffre I de l'ordonnance entreprise réformé en ce sens que l'appelant est astreint à verser à l'intimée une contribution d'entretien de 745 fr. (son disponible étant de 748 fr. 50), éventuelles allocations familiales en sus, payable d'avance le premier de chaque mois en ses mains, du 1^{er} octobre 2012 au 1^{er} mars 2013. Aucune contribution d'entretien n'est due à partir du mois d'avril 2013. b) Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (art. 65 al. 2 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010, RSV 270.11.5]) pour l'intimée, seront laissés à la charge de l'Etat. c) Le conseil de l'appelant a produit une liste d'opérations dans laquelle elle indique avoir consacré huit heures et quinze minutes à l'accomplissement de son mandat et annonce des débours d'affranchissement et de photocopies, par 81 fr., et des frais de vacation, par 44 francs. Vu leur nature, les débours paraissent excessifs et ne seront pris en considération qu'à concurrence de 50 fr., frais de vacation, par 44 fr., en sus. Au tarif horaire de 180 fr. (art. 2 al. 1 let. a RAJ [règlement sur l'assistance judiciaire en matière civile, RSV 211.02.3]), son indemnité doit être fixée à 1'485 fr., montant auquel s'ajoutent les débours, par 94 fr., et la TVA sur le tout, par 126 fr. 35, soit à un total arrondi à 1'706 francs. Compte tenu de la liste d'opérations produite par le conseil de l'intimée, il y a lieu d'admettre que sept heures et cinq minutes, dont une heure effectuée par sa stagiaire, lui ont été nécessaires pour accomplir son mandat. Au tarif horaire de 180 fr. pour un avocat et de 110 fr. pour un avocat-stagiaire (art. 2 al. 1 let. a et b RAJ), son indemnité doit être fixée à 1'205 fr., montant auquel s'ajoutent les débours, par 36 fr. 10, soit à un total arrondi à 1'242 francs. Les bénéficiaires de l'assistance judiciaire sont, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenus au remboursement des frais judiciaires et de l'indemnité au conseil d'office mis à la charge de l'Etat. d) L'intimée, I. _____, doit verser à l'appelant X. _____, la somme de 1'800 fr. à titre de dépens de deuxième instance (art. 7 TDC [tarif des dépens en matière civile du 23 novembre 2010, RSV 270.11.6]). la juge déléguée de la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, prononce : I. L'appel est admis. II. L'ordonnance est réformée au chiffre I de son dispositif comme il suit: I. Astreint X. _____ à contribuer à l'entretien de I. _____ par le versement d'une pension mensuelle de 745 fr., éventuelles allocations familiales en sus, payable d'avance le premier de chaque mois en ses mains, du 1^{er} octobre 2012 au 1^{er} mars 2013. Aucune contribution d'entretien n'est due à partir du mois d'avril 2013. L'ordonnance est confirmée pour le surplus. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (six cents francs) pour l'intimée, sont laissés à la charge

de l'Etat. IV. L'indemnité d'office de Me Anne-Rebecca Bula, conseil de l'appelant, est arrêtée à 1'706 fr. (mille sept cent six francs), TVA et débours compris, et celle de Me Nicole Diserens, conseil de l'intimée, à 1'242 fr. (mille deux cent quarante-deux francs), débours compris. V. Les bénéficiaires de l'assistance judiciaire sont, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenus au remboursement des frais judiciaires et de l'indemnité au conseil d'office mis à la charge de l'Etat. VI. L'intimée I. _____, doit verser à l'appelant X. _____ la somme de 1'800 fr. (mille huit cents francs) à titre de dépens de deuxième instance. VII. L'arrêt est exécutoire. La juge déléguée : La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies à : ■ Me Anne-Rebecca Bula (pour X. _____), ■ Me Nicole Diserens (pour I. _____). La juge déléguée de la Cour d'appel civile considère que la valeur litigieuse est supérieure à 30'000 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme la Présidente du Tribunal d'arrondissement de La Broye et du Nord vaudois. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.